

**CENTRE D'INFORMATION SUR LES DROITS DES
FEMMES ET DES FAMILLES
C.I.D.F.F. Phocéén**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2022

C.I.D.F.F.
Association régie par la loi du 1er juillet 1901
Immeuble Le Strasbourg II
1 rue de Forbin
13003 MARSEILLE

CENTRE D'INFORMATION SUR LES DROITS DES FEMMES ET DES FAMILLES

C.I.D.F.F. Phocéén

Association régie par la loi du 1er juillet 1901
Immeuble Le Strasbourg II -1 rue de Forbin
13003 MARSEILLE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2022

Aux membres de l'Association,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles - "C.I.D.F.F. Phocéén" relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

✓ **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

✓ **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

✓ Règles et méthodes comptables

Le préambule de l'Annexe expose les règles et méthodes comptables relatives aux méthodes de présentation et d'évaluation des comptes,
Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre Association, nous avons vérifié le caractère approprié de la mise en œuvre des méthodes comptables précisées ci-avant et des informations fournies dans les notes de l'Annexe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATION DU RAPPORT DE GESTION ET DES AUTRES DOCUMENTS ADRESSES AUX MEMBRES DE L'ASSOCIATION

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux membres de l'Association sur la situation financière et les comptes annuels.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Marseille le 16 juin 2023

Florence DJINGUEUZIAN
Commissaire aux Comptes

ANNEXE

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions	551 885	355 909	195 976	126 935
Installations techniques, matériel et outillage industriels, autres immobilisations	156 357	80 420	75 938	78 117
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées				
Autres titres immobilisés	105 149		105 149	105 149
Prêts				
Autres				
TOTAL (I)	813 391	436 329	377 062	310 202
COMPTES DE LIAISON (II)				
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients usagers et comptes rattachés	186 346		186 346	136 318
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	191 106		191 106	235 036
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	435 651		435 651	324 724
Charges constatées d'avance	6 410		6 410	2 425
TOTAL (III)	819 513	0	819 513	698 503
Frais d'émission des emprunts (IV)				
Primes de remboursement des emprunts (V)				
Ecart de conversion actif (VI)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V+VI)	1 632 904	436 329	1 196 576	1 008 705

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	1 718	1 718
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles	753 621	749 199
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau		
Excédent ou déficit de l'exercice	-23 317	4 422
Situation nette (sous-total)	732 022	755 339
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	32 668	36 102
Provisions réglementées		
TOTAL (I)	764 690	791 441
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	113 908	73 753
TOTAL (II)	113 908	73 753
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	16 378	17 392
TOTAL (III)	16 378	17 392
DETTES		
Emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	130 729	43 185
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	55 180	37 131
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	98 673	45 802
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	18	
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	17 000	
TOTAL (IV)	301 600	126 118
Ecart de conversion passif (V)		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	1 196 576	1 008 705

COMPTE DE RESULTAT	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	265 687	232 126
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	606 414	456 348
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	28 584	20 957
Utilisations des fonds dédiés	73 753	26 762
Autres produits	20 971	26 916
TOTAL I	995 409	763 109
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	157 219	81 905
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	29 164	21 525
Salaires et traitements	518 638	412 995
Charges sociales	147 862	124 265
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	46 549	44 461
Dotations aux provisions	5 408	4 998
Reports en fonds dédiés	113 908	73 753
Autres charges	3 010	3 006
TOTAL II	1 021 758	766 909
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-26 349	-3 800
PRODUITS FINANCIERS		
De participations		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	963	267
Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	963	267
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	807	551
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	807	551
2 - RESULTAT FINANCIER (III-IV)	156	-283
3 - RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	-26 193	-4 084

COMPTE DE RESULTAT	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		5 900
Sur opérations en capital	3 435	3 627
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V	3 435	9527
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	560	1 022
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions		
TOTAL VI	560	1022
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	2 875	8 506
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
Total des produits (I+III+V)	999 807	772 903
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	1 023 125	768 482
6 - EXCEDENT OU DEFICIT	-23 317	4 422
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

CIDFF PHOCEEN
CENTRE D'INFORMATION SUR LES DROITS
DES FEMMES ET DES FAMILLES PHOCEEN

Association Loi 1901

Adresse : 1, Rue de Forbin
Immeuble le Strasbourg II
13003 MARSEILLE

ANNEXE DES COMPTES ANNUELS

AU 31 DECEMBRE 2022

SOMMAIRE

	<u>Pages</u>
◆ REGLES ET METHODES COMPTABLES	
○ Faits caractéristiques de l'exercice	3
○ Principes et conventions générales	3
○ Permanence ou changement de méthodes	4
○ Principes et conventions générales	4
 ◆ COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN	
○ Etat des immobilisations	5
○ Etat des amortissements	5
○ Etat des provisions	6
○ Etat des échéances des créances et des dettes	6
○ Produits à recevoir	6
○ Charges à payer	6
○ Charges et produits constatés d'avance	6
○ Fonds propres	7
○ Fonds dédiés	7
○ Financements octroyés sur l'exercice	7
○ Effectifs	7

Le bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2022 a un total de 1 196 576 euros ;

Le compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dont les produits sont de 999 807 euros dégage **un déficit de 23 317 euros**

L'exercice a une durée de 12 mois recouvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2022.

Les notes et les tableaux présentés ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Le CIDFF Phocéen est adhérent au réseau national des CIDFF, 98 associations fédérées par la Fédération Nationale des Centres d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles (FNCIDFF). Il est également adhérent à la Fédération Régionale des CIDFF PACA

Notre association est agréée par l'État tous les 5 ans pour exercer une mission d'intérêt général (dernier agrément en date obtenu 2022-2026). L'objectif principal est de favoriser l'autonomie sociale, professionnelle et personnelle des femmes et l'égalité entre les femmes et les hommes.

Les équipes qualifiées et pluridisciplinaires sont composées de juristes, de conseiller.ères à l'emploi, à la formation professionnelle, de psychologues et formatrices.

Les professionnel.le.s du CIDFF PHOCEEN informent et orientent tout public dans les domaines suivants :

- Accès au droit
- Accès à l'emploi, et à la formation professionnelle
- Lutte contre les violences sexistes
- Appui aux situations de veuvage
- Ressources et formations pour l'égalité
-

Si l'égalité entre femmes et hommes est une spécificité de l'intervention de notre structure, notre action se situe dans une démarche globale d'égalité de traitement ; ainsi l'association est inscrite depuis de nombreuses années dans les politiques publiques de lutte contre les inégalités sociales et économiques.

Le CIDFF PHOCEEN, fidèle à la charte du réseau national, privilégie une prise en compte globale des situations des personnes.

Il a développé des méthodologies et outils spécifiques et est en capacité de proposer des ateliers diversifiés abordant les questions d'accès aux droits, d'accès à l'autonomie financière, dans la construction d'un projet articulant la vie personnelle, familiale, sociale et professionnelle.

✓ Faits caractéristiques de l'exercice

Néant.

✓ Changement de méthode comptable

Néant

✓ Evènements postérieurs à la date de clôture

Néant

REGLES ET METHODES COMPTABLES

✓ Principes et conventions générales

Les comptes annuels au 31/12/2022 ont été établis conformément aux règles comptables françaises suivant les prescriptions du règlement N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général, modifié par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018.

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes de prudence et d'indépendance des exercices et en présumant la continuité d'exploitation.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlements ANC 2018-06

✓ Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent

✓ Engagement en matière de pensions et retraites

L'Association n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite.

Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite.

Les paramètres retenus pour le calcul de la provision sont les suivants :

Méthode de calcul : Méthode rétrospective des unités de crédits projetées (P.B.O.)

Turn over : Faible pour les cadres et moyen pour les non cadres

Mortalité : INSEE 2015

Taux d'actualisation : 0,375%

Taux de charges sociales : 50%

Taux évolution des salaires 0,5%

Convention collective : Néant

L'engagement au 31 décembre 2022, comptabilisé sous forme de provision au passif du bilan, représente 10 970,53 euros.

✓ Information concernant le traitement des contributions volontaires en nature :

Compte tenu des principes et mode de fonctionnement du CIDFF PHOCEEN, aucunes contributions volontaires en nature ne sont à relever au cours de l'exercice écoulé. Il n'y a donc pas lieu de les valoriser et les comptabiliser à la date de clôture de l'exercice.

COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN

Etat des immobilisations

Immobilisations	Montant début exercice	Acquisition de l'exercice	Cessions de l'exercice	Montant fin de l'exercice
Constructions	448 885	103 000		551 885
Installations générales	119 878	3 799		123 677
Matériel de bureau et informatique	18 997	6 611	9 475	16 133
Mobilier	16 547			16 547
Immobilisations en cours	0		0	0
Immobilisations financières	105 149			105 149
	709 456	113 410	9 475	813 391

Etat des amortissements

Amortissements	Montant début exercice	Dotations de l'exercice	diminution	Montant fin de l'exercice
Constructions	321 950	33 959		355 909
Installations générales	46 626	9 168		55 794
Matériel de bureau et informatique	14 131	3 422	1 420	8 079
Mobilier	16 547	0		16 547
Immobilisations financières				
	399 254	46 549	1 420	436 329

Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires		
				Dotations	Reprises	
Constructions	33 959					
Installations générales	9 168					
Matériel de bureau et informatique	3 422					
Mobilier	0					
Immobilisations financières						
	46 549	0				

Amortissements pratiqués (méthode linéaire) :

- Logiciels : durée d'amortissements 1 an soit 100%
- Bâtiments : durée d'amortissements 15 ans à 25 ans soit 6,67% à 4%
- Installations générales : durée d'amortissements 10 à 15 ans soit 10% à 6,67%
- Mobilier : durée d'amortissements entre 3 et 10 ans soit 33,33% à 10%.
- Matériel de bureau et informatique : durée d'amortissements 3 ans soit 33,33%

Etat des provisions

Provisions pour risques et charges	Montant début exercice	Augmentation dotations	Diminution reprises	Montant fin de l'exercice
Provision pour risques	3 000	5 408	3 000	5 408
Provision pour engagement retraite	17 392	0	6 422	10 970
	20 392	5 408	9 422	16 378

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant Brut	A 1 an et plus	A plus d'1 an
Usagers	186 346	186 346	
Subvention à recevoir	189 501	189 501	
Autres créances		0	
Charges constatées d'avance	6 410	6 410	
	382 257	382 257	

Etat des dettes	Montant Brut	A 1 an et plus	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunt et dettes établissement de crédit	130 729	5 456	40 510	84 763
Fournisseurs et comptes rattachés	55 180	55 180		
Personnel et comptes rattachés	34 859	34 859		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	38 410	38 410		
Autres impôts et taxes	24 810	24 810		
Autre Dettes	18	18		
Produits constatés d'avance	17 000	17 000		
	301 006	175 733	40 510	84 763

Produits à recevoir

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Usagers	1 275
Subvention à recevoir	
TOTAL	1 275

Charges à payer

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Fournisseurs et comptes rattachés	1 200
Dettes fiscales et sociales	48 617
TOTAL	49 817

Charges et produits constatés d'avance

Charges et produits constatés d'avance inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Charges constatées d'avance	6 410
Produits constatés d'avance	17 000

Variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise	1 718				1 718
Réserves	749 199	4 422			753 621
Report à nouveau	-				-
Excédent ou déficit de l'exercice	4 422	- 4 422		- 23 317	23 317
Situation nette	755 339	-	-	23 317	732 022
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissements	36 102			- 3 434	32 668
Provision réglementées					
TOTAL	791 441	-	-	26 751	764 690

Fonds dédiés

VARIATION DES FONDS DEDIES ISSUS DE	A L'OUVERTURE	REPORTS	UTILISATIONS		TRANSFERTS	A LA CLOTURE	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédié correspondant à des projets sans dépenses au
Subventions d'exploitations							
Métropole Politique ville : Permanence juridique, infos collectives,	8 400,00	8 400,00	-	8 400,00		8 400,00	
CD 13 politique ville : Permanence juridique, infos collectives,	3 600,00	3 600,00	-	3 600,00		3 600,00	
CGET politique ville : Permanence juridique, infos collectives,	7 200,00	1 860,00	-	7 200,00		1 860,00	
				-		-	
CD 13 : Action éducative	5 280,00	6 048,00	-	5 280,00		6 048,00	
ETAT PROJET COLLEGE	8 707,00		-	8 707,00		-	
DDETS	36 666,00	82 000,00	-	36 666,00		82 000,00	
CGET politique ville : Projet Collège				-		-	
DRDFE		12 000,00		-		12 000,00	
HABITAT 13 : Projet Collège				-		-	
Région : Egalité pro				-		-	
HMP : Projet Collège				-		-	
Contributions financières d'autres organismes							
UNICIL : Projet Collège	1 200,00		-	1 200,00		-	
HMP	1 800,00		-	1 800,00		-	
HABITAT 13	900,00		-	900,00		-	
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL	73 753,00	113 908,00	-	73 753,00	-	113 908,00	-

Financements octroyés sur l'exercice

Financement octroyé sur l'exercice	Concours publics	Subvention d'exploitation	Subvention d'investissement	Contribution financière	TOTAL
PREFECTURE PACA		149 318,00 €			149 318 €
DREETS		11 000,00 €			11 000 €
FIPD		10 200,00 €			10 200 €
POLITIQUE VILLE ETAT		3 100,00 €			3 100 €
DDETS		123 000,00 €			123 000 €
DRAC		10 000,00 €			10 000 €
JUSTICE		9 000,00 €			9 000 €
POLITIQUE VILLE METROPOLE		14 000,00 €			14 000 €
SU CONSEIL REGIONAL		53 000,00 €			53 000 €
SU CONSEIL GENERAL		161 080,00 €			161 080 €
VILLE MAREILLE		8 000,00 €			8 000 €
CAF		20 000,00 €			20 000 €
ARS		28 000,00 €			28 000 €
FSE EUROPE					0 €
HABITAT 13					0 €
HABITAT MARSEILLE PROVENCE					0 €
ASP		6 716 €			6 716 €
OCIRP				20 400,00 €	20 400 €
UNICIL					0 €
					0 €
Total	0,00 €	606 414,00 €	0,00 €	20 400,00 €	626 814 €

Effectifs

Catégorie	
Cadres	1
Non cadres	23
TOTAL	24